

# Alcatel-Lucent supprime 5490 postes dont 1430 en France

Dans le cadre d'un [plan de restructuration](#) annoncé cet été, la direction de l'équipementier franco-américain Alcatel-Lucent a précisé jeudi supprimer 5490 postes à travers le monde d'ici la fin 2013. Un chiffre sensiblement plus élevé que les 5000 annoncés initialement.

Ces suppressions de postes s'inscrivent dans le cadre du programme de réorganisation [Performance](#) dévoilé le 26 juillet dernier. L'objectif affiché par l'équipementier consiste à réduire ses coûts de 1,25 milliard d'euros via le recentrage de ses activités sur des marchés rentables.

## Alcatel-Lucent supprime 15 % des effectifs nationaux

L'essentiel des réductions d'effectifs concerneront la France, avec 1430 emplois supprimés l'an prochain. Soit 15 % des 9000 salariés, environ, en France du spécialiste des infrastructures réseaux et télécoms.

Ailleurs en Europe, Alcatel-Lucent supprimerait 530 postes en Allemagne (sur 3430 salariés). De plus, 290 emplois seraient concernés en Belgique (sur un effectif de 1600 collaborateurs) et 180 en Espagne (sur 900 collaborateurs).

Les marchés émergents ne sont pas épargnés, à l'exception notable de la Chine (où [l'équipementier multiplie les contrats](#)), puisqu'Alcatel-Lucent se préparerait à supprimer [1000 postes en Inde](#), soit 9 % de sa main d'œuvre locale.

En France, l'entreprise a perdu du terrain face à ses concurrents dans les réseaux mobiles, dont [Nokia Siemens Networks](#), équipementier germano-finlandais lui aussi en difficulté ([mais en phase de redressement](#)).

Dans ce contexte, Alcatel-Lucent veut quitter Vélizy-Villacoublay (Yvelines), où travaillent 2200 collaborateurs, et regrouper plus de 5000 salariés sur un autre site francilien, celui de Villarceaux à Nozay (Essonne). Ainsi, Alcatel-Lucent France déplacerait son QG de Vélizy à Paris où est installé l'actuel siège social d'Alcatel-Lucent International.

## Le gouvernement appelé à la rescousse

En France, les fonctions administratives et de support (ressources humaines, marketing, service clients, etc.) seraient les premières ciblées. L'intersyndicale CFDT, CGT et CFE-CGC d'Alcatel-Lucent a dénoncé une « *catastrophe humaine et industrielle* » et demandé « *au gouvernement de prendre clairement en charge ce dossier* ».

**Arnaud Montebourg**, ministre du Redressement productif, et **Fleur Pellerin**, ministre en charge de l'Économie numérique, étaient déjà [intervenus début septembre](#) auprès d'Alcatel-Lucent.

Hier, les ministres ont annoncé travailler à la mise en oeuvre d'un plan d'action pour la filière des

équipementiers télécoms qui passera par une relance des investissements dans les réseaux à très haut débit.

---

**Voir aussi**

[Quiz Silicon.fr – Incollable sur les grands noms du monde IT ?](#)